

[Text]

Mr. Gagnon: No, computers, video devices and slot machines can be operated only by the government themselves.

Senator Frith: I see, and they cannot pass legislation to permit themselves to licence that kind of operation?

Mr. Gagnon: No.

Senator Frith: Why not?

Mr. Gagnon: Because they would be in breach of the Criminal Code. It is a criminal act to do anything within the field of gaming and betting unless you fall squarely within one of the exceptions and, with respect to the exceptions, the only person who can conduct and operate computers, video devices and slot machines is the government of a province, so I do not think that organized crime will spend a lot of money buying land and this type of thing when it knows that the only person who can operate is the government. If we look at all of the countries of the world who have open casinos and where the government has been in charge of the casinos, the rules of the game are quite different than those that you see in the States. You do not see many of the Las Vegas-type of casinos in those countries.

Senator Frith: Let me ask you this and after I have asked it you will understand what our concern is.

Assuming it is as you say—and I don't mean "assuming" as if I disagreed with that—that only the governments can run a casino-type operation—

Mr. Gagnon: That is not what I said.

Senator Frith: All right. Let us get that cleared up. We have had evidence that slot machines represent 50 per cent of the operation of the casinos, and that that figure is rising. I am only dealing with the slot machine type of operations. Only provincial governments can run a slot machine casino type of operation, is that right?

Mr. Gagnon: That is right.

Senator Frith: As I recall the evidence, it did not limit the concerns over regarding social consequences of a permanent casino establishment to those run by governments. As I understood the evidence, street crimes increase, neighbourhoods are changed, and there are serious social consequences to the establishment of a permanent casino-type slot machine operation. The witnesses did not say that that was because they were run by organized crime. So, we have to be concerned with that evidence.

If this legislation makes it clear that provincial governments can run permanent casino operations, and as many as they want in as many cities as they want—

Senator Flynn: That is not the same thing.

The Chairman: We are running out of time. I would appreciate the opportunity to allow other questions.

Senator Frith: I am just trying to clear this up. I am not trying to embarrass anybody.

The Chairman: We have only five minutes left.

[Traduction]

M. Gagnon: Non, car les ordinateurs, les dispositifs de visualisation et les appareils à sous ne peuvent être exploités que par le gouvernement lui-même.

Le sénateur Frith: Je vois, et les provinces ne peuvent adopter une loi les autorisant à délivrer des licences pour ce genre d'opération.

M. Gagnon: Non.

Le sénateur Frith: Pourquoi pas?

M. Gagnon: Ce serait une violation du Code criminel. C'est commettre un acte criminel que de faire quoi que ce soit dans le domaine des jeux et des paris, à moins d'être nettement visé par l'une des exceptions et, au terme des exceptions, seul le gouvernement d'une province peut gérer et exploiter des ordinateurs, des dispositifs de visualisation et des appareils à sous. Aussi je ne crois pas que le crime organisé se mettra à dépenser des sommes énormes pour l'achat de terrains et autres choses, quand il sait parfaitement que seul le gouvernement peut faire ce qu'il envisage de faire. Dans tous les pays du monde où l'on trouve des casinos et que ces casinos relèvent du gouvernement, les règles du jeu sont totalement différentes de celles qui ont cours aux États-Unis. Vous ne trouvez pas beaucoup de casinos de type Las Vegas dans ces pays.

Le sénateur Frith: Permettez-moi de vous poser une question et une fois cette question posée vous comprendrez quelle est notre inquiétude.

Supposons,—et quand je dis «supposons» cela ne veut pas dire que je ne suis pas d'accord,—supposons que seuls les gouvernements peuvent exploiter une entreprise de type casino...

M. Gagnon: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Le sénateur Frith: D'accord. Mettons les choses au point. Selon les témoignages, l'appareil à sous représente 50 pour 100 de l'activité d'un casino, et ce pourcentage est à la hausse. Je ne parle que des opérations d'appareils à sous. Seuls les gouvernements provinciaux peuvent exploiter une entreprise d'appareils à sous de type casino, n'est-ce pas?

M. Gagnon: C'est juste.

Le sénateur Frith: Si je me rappelle bien les témoignages, le souci concernant les conséquences sociales d'un établissement permanent de casino ne se limite pas à ceux qui sont exploités par les gouvernements. Si j'ai bien compris les témoignages, une entreprise permanente d'appareils à sous de type casino fait hausser la criminalité, détériore le voisinage et a des conséquences sociales graves. Les témoins n'ont pas dit que c'était parce que l'établissement était exploité par le crime organisé. C'est un témoignage dont il faut se soucier.

Si la loi dit nettement que les gouvernements provinciaux peuvent exploiter des casinos permanents, autant qu'ils le veulent et dans autant de villes qu'ils veulent...

Le sénateur Flynn: Ce n'est pas la même chose.

La présidente: Le temps s'écoule. J'aimerais qu'on puisse poser d'autres questions.

Le sénateur Frith: Je tente simplement de tirer la chose au clair. Je ne veux pas gêner personne.

La présidente: Il ne nous reste que cinq minutes.